Mémoires et miroirs de la Révolution française

Julien Louvrier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/9713>

DOI : 10.4000/ahrf.9713

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 243-246

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Julien Louvrier, « Mémoires et miroirs de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 348 | Avril-Juin 2007, mis en ligne le 23 juillet 2008, consulté le 27 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/9713> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.9713>

Ce document a été généré automatiquement le 27 avril 2022.

Tous droits réservés

Mémoires et miroirs de la Révolution française

Julien Louvrier

RÉFÉRENCE

« Mémoires et miroirs de la Révolution française », *Siècles. Cahiers du Centre d'histoire « Espaces et cultures »*, Clermont-Ferrand, Université Blaise Pascal-Clermont-Ferrand II, n°23, 2006, ISBN 2-84516-250-2, 11 €.

- 1 Ce sont les révolutionnaires eux-mêmes et les contemporains de la Révolution – que l'on pense à Burke, à Barnave – qui les premiers tentèrent de porter sur les événements qu'ils venaient de vivre un regard réflexif. L'enjeu était déjà politique : il fallait comprendre et expliquer ce qui venait de se produire pour mieux le défendre ou mieux le dénoncer. Les hommes de la fin du XVIII^e siècle ont ainsi donné naissance à un processus historique qui ne devait plus cesser ensuite. Par conséquent, le souvenir de la Révolution française, qu'il soit remémoration de ses mots d'ordre ou accusation de ses excès, se caractérise par une grande plasticité, en fonction des besoins politiques du moment. Parmi toutes les mémoires possibles de la Révolution française, la revue propose ici cinq points de vue, couvrant à la fois le XIX^e et le XX^e siècle, présentant ainsi des éclairages neufs sur une véritable palette d'attitudes vis-à-vis de la Révolution ou de ses acteurs.
- 2 Consacrée aux représentations de la figure de Saint-Just dans l'iconographie et au théâtre de la réaction thermidorienne aux années 1830, l'étude de Marie-Christine Baquès cherche à préciser les origines et les étapes constitutives du « double mythe » qui colle à l'image du jeune révolutionnaire, « Archange de la Terreur » selon l'expression de Michelet. Au lendemain du 9 Thermidor, théâtre et iconographie véhiculent l'image d'un Saint-Just lâche, dans la logique de la propagande thermidorienne anti-robespierriste. Au théâtre apparaissent un certain nombre de traits singuliers qui font l'objet d'une mythification explicitement négative. Ils peuvent

toutefois aussi revêtir un caractère positif : c'est le Saint-Just fanatique, mais pur, honnête et loyal. Dès les premiers temps du Directoire, le personnage tend à disparaître des pièces tandis qu'il ne figure pas non plus sur les planches censées représenter les « grands terroristes ». « La thématique du triumvirat ne correspond plus aux débats de l'époque ». Parallèlement apparaît une iconographie républicaine mythique qui s'appuie sur l'image de Saint-Just conventionnel, héros révolutionnaire au poing levé, soutenant Robespierre blessé dans la nuit du 9 au 10 Thermidor. Les années 1830-1848 enfin sont celles de « l'élaboration du mythe » dans un moment marqué par l'esprit romanesque et par la résurgence du républicanisme. Se développe l'image de Saint-Just en représentant en mission dans des dessins à la gloire de l'homme d'action inflexible. Au théâtre, l'image est plus floue. Que l'influence soit montagnarde ou libérale, Saint-Just sera le héros ou le séide. Chez Henri Bonnias, Saint-Just est un martyr impavide que même l'amour d'Hortense ne peut éloigner de son destin révolutionnaire. Chez Büchner, qui se réfère à Thiers et à Mignet, la réhabilitation de Robespierre rejaillit sur Saint-Just qui devient alors l'« homme d'action implacable dont le rôle est [...] de pousser l'incorruptible à l'irréparable ».

- 3 Emmanuel Fureix s'intéresse à la mémoire du régicide à l'heure de la Restauration. Cette prospection sur trois niveaux, étude des anniversaires du 21 janvier, examen du traitement juridique des régicides, analyse du discours politique relatif aux régicides jusqu'en 1830, fait ressortir le basculement qui s'opère au lendemain des Cent-Jours et qui scelle le sort des « régicides » jusque-là protégés par la politique conciliatrice voulue par Louis XVIII. Échaudés par ce qu'ils considèrent comme un « revival jacobin », les ultras décident de passer outre le testament de Louis XVI et obtiennent le bannissement des régicides (loi d'amnistie du 12 janvier 1816). Cette justice d'exception contraint 171 anciens conventionnels à l'exil sans possibilité de retour. Mais l'ultracisme ne s'arrête pas à l'exclusion de ceux qui ont voté la mort de Louis Capet, il s'agit aussi de redéfinir le contenu de la nation. Après s'être assurés par la loi la délimitation d'une mémoire infâme – celle des régicides –, les ultras peuvent se concentrer sur la mise en œuvre d'une mémoire concurrente – celle du roi martyr. En investissant massivement la commémoration du régicide, qui devient de fait une arme politique au service de leur combat, ils travaillent à la diffusion d'une idéologie de l'expiation. « Le pardon jusqu'alors associé au deuil s'est désormais effacé de la mémoire ». Cette « recharge contre-révolutionnaire », qui rejette la voie du royalisme modéré, a des effets sur la vie politique française bien au-delà des limites chronologiques de la seconde Restauration. Après 1830, alors que la plupart des régicides bannis sont rentrés, il faudra encore concéder au parti ultra de proclamer le 21 janvier « jour funeste et à jamais déplorable » pour obtenir enfin l'abolition de la loi de 1816.
- 4 Le personnage étudié par Caroline Domingues entretient avec la Révolution française un rapport ouvertement critique. Militant de l'ibérisme, doctrine qui a pour but la réunification de l'Espagne et du Portugal, Antero de Quental, intellectuel libéral portugais, est considéré comme un des premiers fédéralistes ibéristes et socialistes du pays. Influencé par Proudhon, Quinet, Renan ou Michelet, il publie au lendemain de la Révolution espagnole de 1868, un court essai intitulé *Le Portugal face à la Révolution d'Espagne. Considérations sur l'avenir de la politique portugaise, sous l'angle de la démocratie ibérique*. À la recherche d'une voie portugaise, Quental milite pour une révolution sans violence dirigée contre la centralisation et l'exploitation sociale de façon à éviter les « échecs » de la Révolution française. Plus que le projet politique de Quental, c'est sa

vision de la Révolution qui retient l'attention : elle est en fait la synthèse de l'historiographie post-romantique. Quental fait siennes les conclusions de Tocqueville relatives à la centralisation. Au nom de la liberté et des principes démocratiques, il dénonce la République une et indivisible proclamée par les Français comme un système qui « a tué la république ». À la lumière de Proudhon, Quental voit dans l'État centralisé un système qui porte en lui les germes de l'autoritarisme. Il lui oppose la fédération, « unique forme de gouvernement digne d'hommes véritablement égaux ». Ses modèles sont ceux de la Confédération Suisse et des États-Unis d'Amérique. Si Quental apparaît comme un démocrate sincère, dénonçant la captation de l'héritage révolutionnaire français par une bourgeoisie opportuniste qui a su prendre en main et à son profit l'appareil d'État, et se montrant soucieux de mettre fin à « l'oligarchie bourgeoise » et à la « dictature des classes supérieures », il ne dit mot des moyens qu'il envisage pour établir une société plus juste. La force des idées doit suffire à leur réalisation. Ceci explique peut-être pourquoi Quental et l'ibérisme en général n'ont jamais eu qu'une faible audience au Portugal, dépassant rarement les cercles intellectuels. D'autant qu'existait en face un courant nationaliste puissant qui ne se lassait pas de dénoncer les calculs d'une Espagne annexionniste.

- 5 En restituant aux réflexions marxistes de Karl Kautsky sur la Révolution française leur historicité, Jean-Numa Ducange met en lumière le caractère original et créateur de la pensée historique du théoricien de la social-démocratie allemande. Si l'intérêt des socialistes allemands pour la Révolution française ne s'est jamais démenti, il n'en est que plus vif à l'horizon du centenaire de 1889. C'est le moment que choisissent Kautsky et Wilhelm Blos pour publier leurs travaux relatifs à l'histoire de la « Grande Révolution ». Tandis que l'ouvrage de Blos s'apparente à un récit événementiel, celui de Kautsky, intitulé *Die Klassengegensätze von 1789* (les contradictions de classes en 1789), comporte en revanche une dimension théorique importante. Pour ce vulgarisateur réputé des idées de Marx, il s'agit de « saisir le sens et la place de la Révolution française dans le cadre de la “ conception matérialiste de l'histoire ” ». Rédigé à partir d'une documentation relativement limitée – Taine, Tocqueville, Louis Blanc, Sybel –, l'ouvrage frappe par son organisation. Kautsky entend faire de la lutte des classes l'élément moteur de la dynamique révolutionnaire. Ce parti-pris se traduit directement dans le découpage choisi. Si l'analyse commence par l'étude de la monarchie absolue, s'en suit une série de chapitres dédiés spécialement aux différentes classes en révolution : « la bourgeoisie », « les classes libérales », « les sans-culottes », « les paysans ». Kautsky refuse néanmoins de réduire cette histoire à l'affrontement de deux grandes catégories antagonistes et rejette explicitement les fondements simplificateurs qui ont conduit à l'élaboration du programme de Gotha, feuille de route jusqu'en 1891 de la social-démocratie sous influence lassallienne. Kautsky met enfin l'accent sur de nouvelles dates, comme l'émeute Réveillon du 28 avril 1789 dans laquelle il voit le signe avant-coureur d'une révolution des faubourgs. Sa marginalisation au sein du SPD après la controverse avec Rosa Luxembourg n'empêche pas le succès des rééditions de son petit livre devenu entre temps un ouvrage de référence pour les écoles de formation du Parti. Il le présente encore lui-même en 1908 comme une esquisse des conflits de classes dans la Révolution « ni dépassée, ni rendue inutile par un autre travail ». « Une sorte de premier “manuel” pour saisir la grande révolution dans l'optique du matérialisme ».
- 6 Le dossier se termine avec l'examen par Françoise Daucé du recours à l'exemple révolutionnaire français dans la rhétorique justificatrice de la *perestroïka*

gorbatchévienne et dans le discours de ses opposants. Pour Gorbatchev, il s'agit alors de réformer sans remettre en cause les principes fondamentaux et l'héritage des fondateurs de l'URSS. Tout en prenant soin de rester dans le cadre de l'analyse soviétique classique de la Révolution française comme révolution bourgeoise, le discours présidentiel évolue peu à peu vers une réévaluation de 1789 dont il se met à revendiquer « l'héritage démocratique ». Pour parvenir à ce détachement, Gorbatchev commence dès 1987 par assumer le lien entre la révolution d'Octobre et les Lumières du XVIII^e siècle. L'année suivante, il réhabilite officiellement la Révolution de 1789 en la plaçant sur un pied d'égalité avec 1917 : « Les deux, chacune à sa façon, ont donné une impulsion gigantesque au progrès de l'humanité ». Cette réhabilitation du versant démocratique et libéral de la Révolution est largement soutenue par la presse réformatrice, cependant que la *Pravda* continue de dénoncer une révolution avant tout « bourgeoise ». Promoteur de l'héritage démocratique de la Révolution française, Gorbatchev se fait du même coup le pourfendeur de la dérive totalitaire et de la Terreur. Il prive ainsi ses adversaires potentiels d'un argumentaire politique efficace. S'il entend certes libéraliser le régime, il n'envisage pas pour autant l'abandon du communisme. Pour justifier cette position, Gorbatchev a de nouveau recours à l'exemple français. L'argumentaire développé par les partisans de la *perestroïka* s'appuie sur l'association de la Terreur à la réaction, de façon à présenter la voie gorbatchévienne comme celle de la stabilisation de l'héritage révolutionnaire et du rempart à la tentation réactionnaire. Les dissidents, les opposants libéraux et les militants des droits de l'homme sont très partagés vis-à-vis du projet gorbatchévien. Ils en dénoncent l'inspiration révolutionnaire sur la base d'un refus de la violence qui passe par une critique radicale de tous les épisodes révolutionnaires, Révolution française comprise. « Ce faisant, explique l'auteur, les démocrates et les libéraux de la fin de la période soviétique se privent eux-mêmes de la référence révolutionnaire (même de velours) et contribuent à la spécificité de la configuration politique post-soviétique ».